

**PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire** du conseil municipal de la Paroisse Sainte-Marie-Madeleine ayant eu lieu à **19 h 30** le **lundi, 12 août** **2019** au 405, boulevard Laurier, Sainte-Marie-Madeleine.

À laquelle sont présents :

Madame Ginette Gauvin, conseillère

Monsieur René Poirier, conseiller

Monsieur Bernard Cayer, conseiller

Monsieur Pascal Daigneault, conseiller

Monsieur René-Carl Martin, conseiller

Monsieur Jean-Guy Chassé, conseiller

Formant le quorum requis par, la Loi sous la présidence du maire, monsieur Gilles Carpentier.

Est également présent :

Monsieur Michel Morneau OMA. urb. Directeur général

**1. OUVERTURE DE LA SÉANCE**

Ouverture de la séance ordinaire du conseil municipal de la Paroisse Sainte-Marie-Madeleine à 19 h 30.

**2019-08-201 2. ADOPTION DE L’ORDRE DU JOUR**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** l’ordre du jour tel que proposé

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

2. ADOPTION DE L’ORDRE DU JOUR

3. APPROBATION DE PROCÈS-VERBAUX

3.1 Adoption du procès-verbal du 8 juillet 2019;

4. RAPPORT DE CORRESPONDANCE

5. PÉRIODE DE QUESTIONS

6. LÉGISLATION

6.1 Abrogation de la résolution numéro 2015-07-128;

6.2 Règlement numéro 19-502 décrétant des travaux de réfection des réseaux d’aqueduc et d’égout et un emprunt de 580 077$, décrétant une dépense de 1 310 135$ pour des travaux de prolongement du réseau d’égout sanitaire des rues Palardy et Berger, bouclage du réseau d’eau potable sur la rue Berger-adoption;

6.3 Règlement numéro 19-501 sur la gestion contractuelle-adoption;

6.4 Avis de motion visant la mise en place d’un règlement régissant le processus de plaintes de l’AMP;

7. ADMINISTRATION

7.1 Approbation des comptes à payer;

7.2 Dépassement de postes budgétaires – autorisation;

7.3 Refinancement d’un montant de 195 400$ - camions en incendie;

7.4 Firme d’avocats complémentaire au service de la MRC;

7.5 Protection des données du parc informatique;

8. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET CIVILE

8.1 Somum - mise à niveau du logiciel d’alerte de la population;

8.2 Vente du camion F350 (ancien 555);

8.3 Vente des bonbonnes d’air inutilisées des pompiers;

8.4 Prévention – risques – Programme Maskoutains en gestion prévention

9. INFRASTRUCTURE ET TRANSPORT

9.1 Demande d’utilisation de l’emprise publique – évènement cycliste - MIRA;

9.2 Rehaussement des accotements;

9.3 Pose d'une couche de finition en béton bitumineux – rues du Ruisseau et du Moulin – résultats et autorisation de gré à gré;

9.4 Entretien hivernal du réseau routier de la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine – résultats et autorisation de gré à gré;

10. AMÉNAGEMENT ET URBANISME

10.1 Règlement 19-500 amendant le règlement no 04-306 règlement sur les dérogations mineures aux règlements d’urbanisme - adoption;

10.2 Avis de motion et règlement numéro 19-503 modifiant le règlement numéro 09-370 intitulé zonage, afin de modifier le chapitre 16 intitulé dispositions particulières aux usages résidentiels afin d'ajouter des normes relatives à un logement complémentaire à l'habitation– premier projet

10.3 Dérogation mineure;

i) 2500, 4e rang, lot 6 152 498;

ii) 950, rang Saint-Simon, lot 2 368 025;

iii) 1760, du Ruisseau

11. PÉRIODE DE QUESTIONS

12. LEVÉE DE L’ASSEMBLÉE

**3. APPROBATION DE PROCÈS-VERBAUX**

**2019-08-202 3.1 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 8 JUILLET 2019**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le procès-verbal du 8 juillet 2019 tel que déposé.

**2019-08-203 4. RAPPORT DE CORRESPONDANCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**DE RECEVOIR** par dépôt au Conseil municipal du directeur général, Monsieur Michel Morneau, le rapport de correspondance du mois.

**5. PÉRIODE DE QUESTIONS**

Il est noté les différentes questions du public.

**6. LÉGISLATION**

**2019-08-204 6.1 ABROGATION DE LA RÉSOLUTION NUMÉRO 2015-07-128**

**CONSIDÉRANT QUE** la résolution 2015-07-128 n’a plus lieu d’exister;

**CONSIDÉRANT QUE** les élus désirent limiter les contraintes aux prises de décisions;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**D’ABROGER** la résolution portant le numéro 2015-07-128.

**2019-08-205 6.2 RÈGLEMENT NUMÉRO 19-502 DÉCRÉTANT DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES RÉSEAUX D’AQUEDUC ET D’ÉGOUT ET UN EMPRUNT DE 580 077$, DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE DE 1 310 135$ POUR DES TRAVAUX DE PROLONGEMENT DU RÉSEAU D’ÉGOUT SANITAIRE DES RUES PALARDY ET BERGER, BOUCLAGE DU RÉSEAU D’EAU POTABLE SUR LA RUE BERGER**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de la Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine désire se prévaloir du pouvoir prévu au cinquième alinéa à l’article 1061 du Code municipal du Québec;

**CONSIDÉRANT QUE** n’est également soumis qu’à l’approbation du ministre un règlement d’emprunt dont au moins 50% de la dépense prévue fait l’objet d’une subvention dont le versement est assuré par le gouvernement ou par l’un de ses ministres ou organismes. Dans un tel cas, le ministre peut toutefois exiger que le règlement soit soumis à l’approbation des personnes habiles à voter;

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de la Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine décrète que ces travaux font partie de la programmation officielle de la Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018 (TECQ) dûment approuvée par le Ministère des Affaires Municipales et de l’Habitation en date du 27 février 2019 au montant de 1 031 155$;

**CONSIDÉRANT QUE** la contribution de la TECQ 2014-2018 au montant de 1 031 155$. La part fédérale de 730 058$ sera versée comptant et la part provinciale de 301 097$ sera financée au service de la dette pour une période de 20 ans;

**CONSIDÉRANT QUE** ce règlement comprend les projets portants les numéros 1112-P1 et 1122-P2 de la programmation des priorités 1 à ce programme et un montant de 1 031 155$ est alloué et ceux-ci sont approuvés par le MAMH;

**CONSIDÉRANT QU’UN** projet de règlement a été remis aux élus le 5 juillet 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UN** avis de motion a été donné lors de la même séance du conseil tenue du 8 juillet 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UN** projet de règlement a été déposé à la séance du conseil tenue du 8 juillet 2019;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le règlement numéro 19-502 décrétant des travaux de réfection des réseaux d’aqueduc et d’égout et un emprunt de 580 077$, décrétant une dépense de 1 310 135$ pour des travaux de prolongement du réseau d’égout sanitaire des rues Palardy et Berger, bouclage du réseau d’eau potable sur la rue Berger tel que déposé.

**2019-08-206 6.3 RÈGLEMENT NUMÉRO 19-501 SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

**CONSIDÉRANT QUE** une Politique de gestion contractuelle a été adoptée par la Municipalité, conformément à l’article 938.1.2 du Code municipal du Québec (ci-après appelée « C.M. »);

**CONSIDÉRANT QUE** l’article 938.1.2 C.M. a été remplacé, le 1er janvier 2018, obligeant les municipalités, à compter de cette dernière date, à adopter un règlement sur la gestion contractuelle, la politique actuelle de la Municipalité étant cependant réputée être un tel règlement;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement doit minimalement prévoir des mesures à l’égard de six objets identifiés à la loi et, à l’égard des contrats qui comportent une dépense de 25 000 $ ou plus mais inférieurs au seuil obligeant un appel d’offres public déterminé par le règlement du gouvernement et qui peuvent être passés de gré à gré en vertu des règles adoptées par la Municipalité et prévoir des mesures pour assurer la rotation des éventuels cocontractants;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité souhaite, comme le lui permet le 4e alinéa de l’article 938.1.2 C.M., prévoir des règles de passation des contrats qui comportent une dépense d’au moins 25 000 $ et inférieurs au seuil obligeant un appel d’offres public déterminé par le règlement du gouvernement et, qu’en conséquence, l’article 936 C.M. (appel d’offres sur invitation) ne s’applique plus à ces contrats à compter de l’entrée en vigueur du présent règlement;

**CONSIDÉRANT QUE** le présent règlement répond à un objectif de transparence et de saine gestion des fonds publics;

**CONSIDÉRANT QU’UN** avis de motion a été donné le 8 juillet 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UN** document servant de projet de règlement a été remis aux élus le 5 juillet 2019 afin de prendre connaissance de son contenu;

**CONSIDÉRANT QUE** le projet de règlement a été déposé à la séance régulière du conseil du 8 juillet 2019;

**CONSIDÉRANT QUE** ce règlement a été remis sans modification aux élus le 5 août 2019;

**CONSIDÉRANT QUE** le directeur général et secrétaire-trésorier mentionne que le présent règlement a pour objet de prévoir des mesures relatives à la gestion contractuelle pour tout contrat qui sera conclu par la Municipalité, incluant certaines règles de passation des contrats pour les contrats qui comportent une dépense d’au moins 25 000 $ et inférieurs au seuil obligeant un appel d’offres public déterminé par le règlement du gouvernement;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le règlement numéro 19-501 sur la gestion contractuelle tel que déposé.

**2019-08-207 6.4 AVIS DE MOTION VISANT LA MISE EN PLACE D’UN RÈGLEMENT RÉGISSANT LE PROCESSUS DE PLAINTES DE L’AMP**

Avis de motion est, par la présente, donné par madame la conseillère Ginette Gauvin, qu’à, une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant pour de prévoir un processus de gestion des plaintes de l’Autorité des marchés publics.

**7.0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**2019-08-208 7.1 COMPTE À PAYER**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

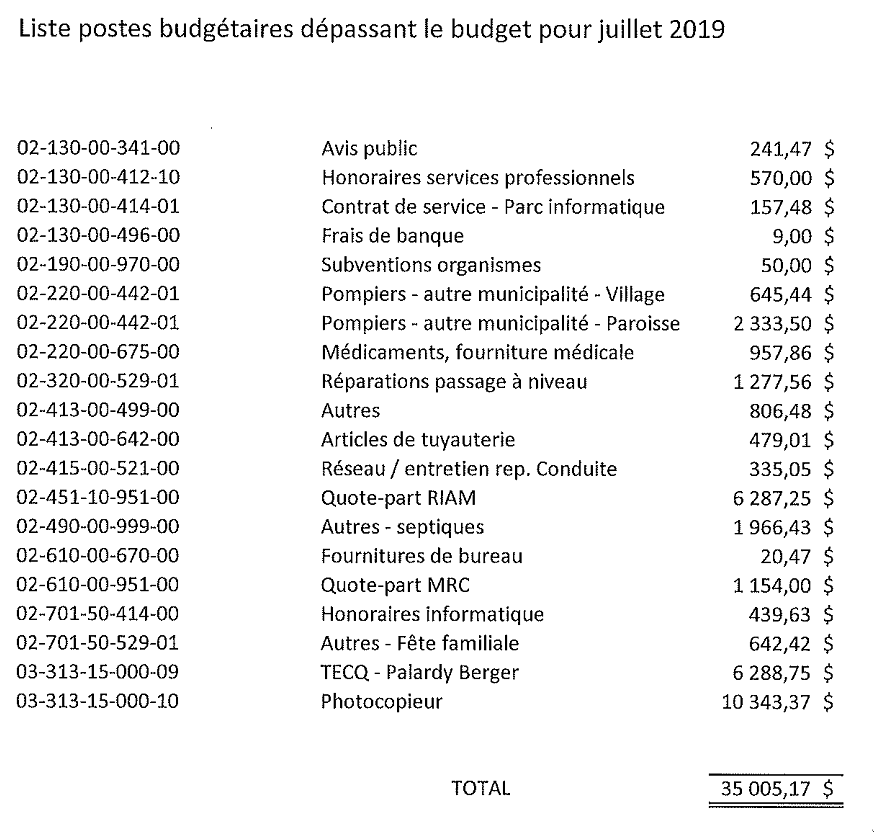
et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** la liste des comptes à payer, totalisant un montant de 169 986,89$ afin de payer les fournisseurs. La liste de ces dépenses est incluse dans un registre prévu à cette fin. Elle sert également de registre des dépenses au sens du règlement numéro 12-407 et ses amendements déléguant au directeur général et au directeur du service de sécurité des incendies certains pouvoirs d’autoriser des dépenses et de passer des contrats, et du règlement 07-350 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires.

**2019-08-209 7.2 DÉPASSEMENT DE POSTES BUDGÉTAIRES – AUTORISATION**

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement 07-350 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaire;

**CONSIDÉRANT** le tableau suivant;



**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** le dépassement des postes budgétaires selon le contenu du tableau du mois de juillet 2019.

**2019-08-210 7.3 REFINANCEMENT D’UN MONTANT DE 195 400$ - CAMIONS EN INCENDIE;**

Le point est reporté à une séance ultérieure.

**2019-08-211 7.4 FIRME D’AVOCATS COMPLÉMENTAIRE AU SERVICE DE LA MRC**

**CONSIDÉRANT** le besoin ponctuel en ressource juridique pour différents dossiers;

**CONSIDÉRANT** les différentes clauses du contrat de services juridiques de la MRC des Maskoutains;

**CONSIDÉRANT QUE** différents causes ne peuvent être traitées par ce service juridique;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

et résolu à l’unanimité

**D’ENGAGER** la firme Rancourt Legault Joncas S.E.N.C. pour les besoins ponctuels de la municipalité.

**2019-08-212 7.5 PROTECTION DES DONNÉES DU PARC INFORMATIQUE**

**CONSIDÉRANT QUE** la protection des copies des données informatiques est un enjeu primordial;

**CONSIDÉRANT QUE** la situation de piratage informatique des données publiques est de plus en plus fréquente et vise l’obtention de rançons;

**CONSIDÉRANT** larecommandation du directeur général monsieur Michel Morneau;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

et résolu à l’unanimité

**D’ACQUÉRIR** du fournisseur la solution de copie de sécurité en ligne au montant de 1 725$ plus les taxes applicables du fournisseur Consultation Informatrix via la plateforme IT Cloud 400 go.

**8. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET CIVILE**

**2019-08-213 8.1 SOMUM - MISE À NIVEAU DU LOGICIEL D’ALERTE DE LA POPULATION**

**CONSIDÉRANT QUE** le logiciel SOMUM installé au poste informatique du secrétariat est désuet et peu efficace;

**CONSIDÉRANT QUE** la firme informatique SOMUM solutions proposent maintenant une solution en ligne avec de multiples facilités;

**CONSIDÉRANT QUE** la migration vers la plate-forme en ligne est gratuite;

**CONSIDÉRANT QUE** ces modules supplémentaires sont disponibles afin d’améliorer l’expérience citoyenne et administrative;

**CONSIDÉRANT** la recommandation du directeur général monsieur Michel Morneau;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** la migration de la solution d’automate d’appels du fournisseur Somum Solutions vers la version du logiciel à la solution en ligne (web) sans frais

**D’ACQUÉRIR** du fournisseur Somum Solutions les modules complémentaires assistance vocale, portail web du citoyen, et mise en ligne web selon la soumission portant le numéro SO-2019717-33 au montant de 2 516,80$.

**D’EFFECTUER** la mise à jour de la base de données 411 plus la formation des outils informatiques selon la soumission portant le numéro SO-2019724-72 au montant de 1 741,69$.

**2019-08-214** **8.2 VENTE DU CAMION F350 (ANCIEN 555)**

**CONSIDÉRANT QUE** la Régie du service de sécurité des incendies du village de Sainte-Madeleine et de la Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine a acquis un nouveau camion de service en début d’année;

**CONSIDÉRANT QUE** le véhicule en question, le F350, n’a pas d’utilité visée par le service incendie;

**CONSIDÉRANT QUE** ce véhicule est lourdement accidenté selon le rapport de nos assureurs;

**CONSIDÉRANT QU’UN** avis public de vente a été effectué afin de libérer ce véhicule des actifs;

**CONSIDÉRANT QU’UN** seul soumissionnaire a déposé une offre soit monsieur Yannick Lavoie au montant de 2 000$;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**D’ACCEPTER** l’offre du soumissionnaire monsieur Yannick Lavoie au montant à 2 000$ selon les conditions de l’avis public.

**2019-08-215** **8.3 VENTE DES BONBONNES D’AIR INUTILISÉES DES POMPIERS;**

**CONSIDÉRANT QUE** la Régie du service de sécurité des incendies du village de Sainte-Madeleine et de la Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine a acquis des bonbonnes d’air dans l’année 2018;

**CONSIDÉRANT QUE** les 62 bonbonnes d’air ne sont plus utilisées ainsi que les accessoires soit 31 apria;

**CONSIDÉRANT** le rapport du directeur de la sécurité des incendies monsieur Mathieu Lacombe;

**CONSIDÉRANT QU’IL** y a lieu d’effectuer un avis public de vente afin de libérer ces actifs;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** le directeur général monsieur Michel Morneau à effectuer un appel d’offres public afin de vendre les bonbonnes d’air inutilisées et ses accessoires.

**2019-08-216** **8.4 PRÉVENTION – RISQUES – PROGRAMME MASKOUTAINS EN GESTION PRÉVENTION**

**CONSIDÉRANT** le schéma de couverture de risques en vigueur de la MRC des Maskoutains sur notre territoire;

**CONSIDÉRANT QUE** les actions en force dans ce schéma préconisent tout d’abord la prévention;

**CONSIDÉRANT QUE** la MRC des Maskoutains offre des services à la carte, dont la prévention des incendies;

**CONSIDÉRANT** la bonification des services proposée en prévention des incendies dans l’offre 2019 de la MRC des Maskoutains;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**D’ADHÉRER** au programmeMaskoutains en prévention des risques en incendie selon les conditions de ce dernier pour l’année 2019.

**DE** ne pas renouveler lecontrat de la firme GPI visant la prévention des risques moyens à très élevés en incendie selon les conditions du contrat.

**9. INFRASTRUCTURE ET TRANSPORT**

**2019-08-217** **9.1 DEMANDE D’UTILISATION DE L’EMPRISE PUBLIQUE – ÉVÈNEMENT CYCLISTE - MIRA**

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de l’organisme MIRA d’utiliser les routes municipales pour un évènement cyclisme en date du 16 août 2019 nommé Randonnée vélo Les Yeux du Coeur;

**CONSIDÉRANT QUE** l’évènement utilise l’emprise publique;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** l’organisme MIRA à utiliser les routes pour Randonnée vélo Les Yeux du Cœur le 16 août 2019.

**QUE** le demandeur a la charge de l’organisation de cette activité.

**2019-08-218** **9.2 REHAUSSEMENT DES ACCOTEMENTS**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine a procédé à un appel d’offres via le site officiel des appels d’offres du Gouvernement du Québec SEAOpour le rehaussement de 4 chemins rangs Argenteuil, Nord-Ouest, Saint-Simon et chemin Grand Rang;

**CONSIDÉRANT QUE** l’ouverture des soumissions a eu lieu le 19 juillet;

**CONSIDÉRANT QU’UN** seul soumissionnaire a déposé une offre soit Pavage Maska inc. au montant de 125 611.83$ taxes incluses;

**CONSIDÉRANT** la proposition de Pavage Maska inc. d’offrir une réduction du montant de l’offre 5% soit 5 462,57$ avant les taxes applicables;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

et résolu à l’unanimité

**D’ACCEPTER** l’offre du seul soumissionnaire conforme Pavage Maska inc. de l’appel d’offres AO20190620 au montant révisé de 119 331.24$ taxes incluses.

**2019-08-219** **9.3 POSE D'UNE COUCHE DE FINITION EN BÉTON BITUMINEUX – RUES DU RUISSEAU ET DU MOULIN - RÉSULTATS ET AUTORISATION DE GRÉ À GRÉ;**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine a procédé à un appel d’offres via le site officiel des appels d’offres du Gouvernement du Québec SEAOpour le pavage des rues du Ruisseau et du Moulin;

**CONSIDÉRANT QUE** l’ouverture des soumissions a eu lieu le 8 août;

**CONSIDÉRANT QU’**aucun soumissionnaire a déposé une offre;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** le directeur général monsieur Michel Morneau à procéder de gré à gré avec les fournisseurs de son choix visant le pavage des rues du Ruisseau et du Moulin.

**2019-08-220** **9.4 ENTRETIEN HIVERNAL DU RÉSEAU ROUTIER DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINTE-MARIE-MADELEINE – RÉSULTATS**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine a procédé à un appel d’offres via le site officiel des appels d’offres du Gouvernement du Québec SEAOpour l’entretien hivernal de ses routes pour 3 ans et une année d’option;

**CONSIDÉRANT QUE** l’ouverture des soumissions a eu lieu le 8 août;

**CONSIDÉRANT QU’UN** seul soumissionnaire a déposé une offre soit 9361-1044 Québec inc. au montant de 572 080,65$

**CONSIDÉRANT QUE** l’offre est conforme aux exigences du devis d’appel d’offres;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René. Poirier

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

et résolu à l’unanimité

**D’ACCEPTER** la proposition conforme aux exigences municipales du soumissionnaire 9361-1044 Québec inc. au montant de 572 080,65$.

**QUE** le devis d’appel d’offres puisse servir de contrat entre les parties.

**10.0. AMÉNAGEMENT ET URBANISME**

**2019-08-221 10.1. RÈGLEMENT 19-500 AMENDANT LE RÈGLEMENT NO 04-306 RÈGLEMENT SUR LES DÉROGATIONS MINEURES AUX RÈGLEMENTS D’URBANISME - ADOPTION**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine a adopté un règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme afin d'être en mesure, lors de circonstances exceptionnelles, de régulariser un projet qui répond aux objectifs du plan d'urbanisme sans toutefois être conforme à toutes les dispositions réglementaires;

**CONSIDÉRANT QUE** la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme permet à une municipalité de modifier ce règlement**;**

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal désire modifier les tarifs reliés à une demande de dérogation mineure;

**CONSIDÉRANT QUE** les élus ont reçu le projet de règlement le 2 juillet 2019;

**CONSIDÉRANT** les recommandations du comité consultatif en urbanisme;

**CONSIDÉRANT QU’UN** le projet de règlement a été adopté le 8 juillet 2019 à la séance ordinaire du Conseil municipal;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le règlement 19-500 amendant le règlement no 04-306 règlement sur les dérogations mineures aux règlements d’urbanisme tel que déposé.

**2019-08-222 10.2. AVIS DE MOTION ET RÈGLEMENT NUMÉRO 19-503 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 09-370 INTITULÉ ZONAGE, AFIN DE MODIFIER LE CHAPITRE 16 INTITULÉ DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX USAGES RÉSIDENTIELS AFIN D'AJOUTER DES NORMES RELATIVES À UN LOGEMENT COMPLÉMENTAIRE À L'HABITATION– PREMIER PROJET**

Avis de motion est, par la présente, donné par monsieur le conseiller Pascal Daigneault, qu’à, une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant pour but d’autoriser un logement complémentaire à certaines conditions sur le territoire de la municipalité.

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine a adopté un règlement de zonage afin de gérer les usages et l’aménagement de son territoire;

**CONSIDÉRANT QUE** la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme permet à une municipalité de modifier ce règlement;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal veut autoriser et régir les logements complémentaires;

**CONSIDÉRANT** l’avis de motion déposé séance tenante;

**CONSIDÉRANT QUE** les élus ont reçu une copie du document le 9 août 2019;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal tiendra une assemblée publique de consultation afin d'expliquer les modifications proposées et d'entendre les personnes intéressées;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le premier projet de règlement 19-503 modifiant le règlement numéro 09-370 intitulé zonage, afin de modifier le chapitre 16 intitulé dispositions particulières aux usages résidentiels afin d'ajouter des normes relatives à un logement complémentaire à l'habitation tel que déposé.

**10.3. DÉROGATION MINEURE**

Madame la conseillère Ginette Gauvin se retire de son siège à 20h04 et quitte la salle du conseil. Elle a un intérêt envers le point 10.3 i) alors que son fils est le demandeur de la dérogation mineure. Elle n’a pas participé à aucune délibération en lien avec ce dossier.

**2019-08-223 i) 2500, 4e rang, lot 6 152 498;**

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure visant la position de l’issue distincte en façade et l’emplacement du logement intergénérationnel dans un bâtiment accessoire;

**CONSIDÉRANT QUE** le Comité consultatif d’urbanisme a étudié la demande le 5 août 2019, DM-2019-09;

**CONSIDÉRANT QUE** le Comité consultatif d’urbanisme recommande de refuser les dérogations mineures alors que la demande est trop significative;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

et résolu à l’unanimité

**DE REFUSER** la demande dérogation mineure DM-2019-09 tenant compte des considérants et des recommandations du Comité Consultatif d’Urbanisme visant la position de l’issue distincte en façade et l’emplacement du logement intergénérationnel dans un bâtiment accessoire.

Madame la conseillère Ginette Gauvin reprend son siège à 20h07.

**2019-08-224 ii) 950, rang Saint-Simon, lot 2 368 025**

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure visant à autoriser la reconstruction d’un garage détaché d’une superficie de 137,25 m ca alors que le règlement de zonage permet 120 m ca une dérogation de 17,25 m ca.

**CONSIDÉRANT QUE** le Comité consultatif d’urbanisme a étudié la demande le 5 août 2019, DM-2019-08;

**CONSIDÉRANT QUE** le Comité consultatif d’urbanisme recommande d’autoriser la dérogation mineure;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** la demande dérogation mineure DM-2019-08 tenant compte des considérants et des recommandations du Comité Consultatif d’Urbanisme visant à autoriser la reconstruction d’un garage détaché d’une superficie de 137,25 m ca alors que le règlement de zonage permet 120 m ca une dérogation de 17,25m ca.

**2019-08-225 iii) 1760, du Ruisseau**

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure DM-2019-06 visant à permettre une allée véhiculaire à la limite latérale 0m alors que le règlement demande 1,5m soit une dérogation de 1,5m.

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure visant également à autoriser les niveaux des 2 rez-de-chaussée des deux bâtiments projetés sera à 2m du niveau moyen du sol au lieu de 1,5m tel que prescrit. La dérogation projetée est de 0,5m;

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure concerne la création de deux lots avec une superficie de 464,5 m ca au lieu de 575 m ca tel que prescrit. La dérogation est de 110,5 m ca;

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure vise à permettre des lots avec un frontage de 15,24m au lieu de 21m tel que prescrit. La dérogation est de 5,76m;

**CONSIDÉRANT QUE** le Comité consultatif d’urbanisme a étudié la demande le 5 août 2019, DM-2019-06;

**CONSIDÉRANT QUE** le Comité consultatif d’urbanisme recommande d’autoriser les dérogations mineures en tenant compte du fait que le règlement de zonage sera amendé subséquemment. Ainsi, la situation tient compte de cette particularité afin de considérer le côté singulier de cette demande.

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** la demande dérogation mineure DM-2019-06 tenant compte

**DE** permettre une allée véhiculaire à la limite latérale 0m alors que le règlement demande 1,5m soit une dérogation de 1,5m;

**D’AUTORISER** les niveaux des 2 rez-de-chaussée projetés seront à 2m du niveau moyen du sol au lieu de 1,5m tel que prescrit. La dérogation projetée est de 0,5m;

**D’AUTORISER** la création de deux lots avec une superficie de 464,5 m ca au lieu de 575 m ca tel que prescrit. La dérogation est de 110,5 m ca;

**DE** permettre des lots avec un frontage de 15,24m au lieu de 21m tel que prescrit. La dérogation est de 5,76m;

**QUE** ces dérogations sont liées à une demande de modification de zonage.

**11.0 PÉRIODE DE QUESTIONS**

Il est noté les différentes questions du public.

**2019-08-226 12.0 LEVÉE DE L’ASSEMBLÉE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**DE LEVER** cette séance à 20 heures 35 minutes.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

M. Gilles Carpentier, maire M. Michel Morneau OMA urb.

Directeur général